



Hospitalisation en Espagne de Brahim Ghali sous une fausse identité

Un scandale d'État et des questions...



Le président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez

P11

Attaques des partis de l'opposition contre le RNI

LES DESSOUS D'UNE CABALE

Derrière le communiqué commun signé par le PAM, l'Istiqlal et le PPS contre le RNI au sujet de l'association Joud, se cache des calculs basement politiques. Explications. **P8**

Confus **DE CANARD**

Calendrier de reprise touristique aux calendes grecques !

P2

L'entretien - à peine - fictif de la semaine

Brahim Ghali

Parole de vraie chimère

P11



1ER MAI : NI DÉFILÉS NI DIALOGUE SOCIAL

QU'EST-CE QUE TU ES EN TRAIN DE FAIRE ?

JE PRÉPARE UN GRAND TÉLÉDÉFILÉ...



ZAG



Côté **BASSE-COUR**

Vive les restrictions nocturnes !

Le procès Bab Darna pour l'après ramadan

La Samir et Baamer perdent en appel **P3**



Nasser Zefzafi.

Le Zefzafi nouveau est-il arrivé ? **P6**

La bulle Bitcoin appelée à crever

Qui va rafler la mise ?



P9



Confus de Canard



Calendrier de reprise touristique aux calendes grecques !



Abdellah Chankou



À quoi bon se donner la peine de dévoiler un plan de relance du tourisme national, fut-il ambitieux, si le gouvernement ne révèle pas en même temps un calendrier de reprise du secteur ?

Quelle utilité pour l'ONMT d'être en ordre de bataille sous la houlette de son entreprenant directeur général si la ministre de tutelle, qui ne donne pas l'impression d'être concernée, n'offre pas dans la foulée la visibilité nécessaire aux opérateurs dévastés par plus d'une année de crise sanitaire ? Force est de reconnaître que la feuille de route de Adil El Fakir, visant à remettre le Maroc au cœur des envies d'évasion et de découverte, risque dans ces conditions de se transformer en nouvelle déroute pour tous ceux qui attendent de pied ferme une relance de leur activité, au point mort depuis mars 2020.

Résultat : L'espoir du sauvetage de la saison estivale 2021 s'évanouit déjà entre restrictions de déplacement et absence de communication gouvernementale. C'est le même scénario, fait d'attentisme et de brouillard, ayant prévalu au sortir du confinement général en juillet 2020, qui continue à sévir jusqu'à ce jour, au grand malheur des professionnels qui ont du mal à voir le bout du tunnel. Le tourisme s'accommodant mal d'incertitude, il a besoin d'échéancier clair et de décisions concrètes

Comment envisager l'été avec optimisme alors que depuis fin mars 2021, le Maroc, craignant la vague du variant anglais qui s'est abattu sur l'Europe, a entrepris de suspendre de nouveau ses liaisons aériennes avec plus de 30 pays dont certains sont ses principaux marchés émetteurs comme la France et l'Espagne ?

pour être en confiance et inciter les TO à programmer de nouveau la destination Maroc. Comment envisager l'été avec optimisme alors que depuis fin mars 2021, le Maroc, craignant la vague du variant anglais qui s'est abattu sur l'Europe, a entrepris de suspendre de nouveau ses liaisons aériennes avec plus de 30 pays dont certains sont ses principaux marchés émetteurs comme la France et l'Espagne ?

C'est connu, un voyage ça se programme à l'avance et les touristes optent pour les destinations qui se sont mises en position de les accueillir dans le sourire et la souplesse. Alors que beaucoup de pays exigent des voyageurs qu'ils se fassent tester négatifs au Covid-19 avant d'entrer sur leurs territoires, le Royaume a choisi une solution radicale: La fermeture de son espace aérien. Donc pas de

touristes. Hôtels vides. Zéro recettes. Farniente à domicile et assistantat à 2.000 DH ! Ce qui signifie l'aggravation au-delà du supportable de la crise du tourisme national dont les effets d'entraînement considérables ont mué en conséquences sociales terribles pour sa main d'œuvre et ses cadres...

Les pays qui veulent réellement relancer leur secteur touristique ont pris le taureau par les cornes. C'est le cas de l'UE où un projet de « certificat vert numérique » devant être mis en place en juin prochain a été présenté le 17 mars 2021 par la Commission européenne. Dans de nombreux pays, le passeport vaccinal a été élevé au rang de nouveau sésame pour espérer voyager librement d'ici quelques mois. Au Maroc, on a décidé de ne pas décider tout de suite ! Les opérateurs touristiques pouvant encore se permettre le luxe d'attendre le retour hypothétique des jours heureux !

Le cabinet Al Othmani a montré une capacité remarquable à anticiper la peur du virus qui l'empêche en vérité de regarder au-delà de la courbe quotidienne des contaminations au covid et de se projeter dans l'avenir. Son incapacité à gérer intelligemment le risque sanitaire sans compromettre l'activité économique, ce gouvernement montre qu'il est assurément un mauvais élève, incapable qu'il est de justifier des décisions absurdes comme le couvre-feu de 20 heures jusqu'à 6 heures du matin, la fermeture des restaurants et des cafés ou l'interdiction des tarawih. Ce qui laisse croire que le virus ne circule qu'entre le coucher du soleil et la levée du jour, et non pendant la journée malgré ses bousculades dans les marchés et les supermarchés, sa promiscuité dans les bus et le tram... Or, force est de constater que la peur du Covid est disproportionnée par rapport à la situation épidémiologique nationale dont les indicateurs sont depuis plusieurs mois globalement rassurants.

La souche bienveillante de « Covid national » a fait éviter jusqu'ici au pays le désastre sanitaire français ou italien qui a mis sous pression les services de réanimation. Sans oublier les acquis engrangés grâce à la campagne de vaccination qui a permis, malgré son ralentissement en raison de la raréfaction des doses, de protéger les sujets à risque.

Dans leur rapport à la crise sanitaire, les pouvoirs publics agissent comme si le virus faisait des ravages dans le pays et que ce dernier, sans que cela soit étayé par des preuves scientifiques, était toujours à la merci d'une prochaine vague violente. Un climat de psychose politique qui tranche avec la sérénité de la population qui vit comme si le Covid n'existait pas. Il faut peut-être que les citoyens rassurent le gouvernement. Quel paradoxe ! ●



Déconfiné
de Canard

Côté BASSE-COUR



Vive les restrictions nocturnes !

Les cas de nouvelles contaminations au covid-19 ont baissé de 4,2 % pendant les deux dernières semaines au Maroc, à en croire Abdelkrim Meziane Bellefquih. Le chef de la division des maladies transmissibles à la direction de l'épidémiologie et de lutte contre les maladies, qui s'exprimait mardi 27 avril, à la veille du mi-Ramadan (!), suggérait ainsi que cette baisse, intervenant selon lui après 7 semaines de hausse consécutive, redevable aux restrictions nocturnes imposées par le gouvernement pour freiner la propagation du virus (inter-



diction des tarawih et fermeture des cafés), sont judicieuses et à leur respect par la population. Bien évidemment ! ●

FRET MARITIME : LA FACTURE N'ARRÊTE PAS DE S'ENVOLER !



REGARDE, UN NAVIRE QUI VOLE ALORS QUE LES AVIONS SONT CLOVÉS AU SOL...

LA CAMPAGNE AGRICOLE 2021 S'ANNONCE EXCELLENTE

ON VA SE FAIRE BEAUCOUP DE BLÉ

NON, NOTRE BLÉ NE MANGE PLUS DE PAIN...



La Samir et Baamer perdent en appel



Jamal Baamer, ex directeur général de la Samir.

Le procès Bab Darna pour l'après ramadan

escroquerie immobilière qui a fait plusieurs dizaines de victimes essentiellement à Casablanca.

Mohamed El Ouardi, le PDG de l'enseigne fictive Bab Darna, est poursuivi pour « escroquerie, émission de chèques sans provision, non-exécution d'un contrat, participation et complicité à la falsification de documents officiels. »

Via ses multiples sociétés immobilières fictives, l'escroc présumé a commercialisé environ douze projets immobiliers imaginaires, tous standings confondus, ces deux dernières années, bien que ne possédant aucun des terrains sur lesquels devaient être bâtis ces projets, laissant sur le tarmac plus de 1.200 réservataires. Les sommes détournées sont estimées à quelque 400 millions de DH. En plus du PDG du groupe, sept autres personnes sont poursuivies en état d'arrestation dans cette affaire dont récemment sa femme qui a rejoint en prison la bande à El Ouardi. ●

Poursuivis pour des infractions douanières, la Samir et son ancien directeur général, le Saoudien Jamal Baamer ont perdu en appel. La sentence devenant exécutoire et le pourvoi en cassation non suspensif, les déboutés devront donc verser plus de 37 milliards de DH à l'État, et la Douane peut à présent invoquer le paiement des amendes dans le cadre des liquidations de la Samir et du patrimoine personnel de son dirigeant. Rendues il y a deux ans en première instance, ces sanctions pécuniaires ont été confirmées lundi 26 avril par la Cour d'appel de Casablanca. Les faits retenus suite de la plainte déposée par l'administration des douanes et impôts indirects (ADII) sont lourds : détournement de destination d'une marchandise importée sous le régime de l'exonération, fausses dé-

clarations à l'impôt. Entre 2011 et 2014, la Samir avait importé trois millions de tonnes de pétrole pour son compte, mais faisant croire que c'était pour le compte l'Office national de l'électricité. Dans plusieurs opérations, le raffineur de Mohammedia déclarait importer pour le compte de l'ONE avant de détourner la marchandise à son compte, bénéficiant, frauduleusement, de l'exonération fiscale (TIC et TVA) accordée à l'ONE.

L'ADII réclame à la défunte Samir dans un autre dossier en cours de traitement au tribunal administratif de Rabat la bagatelle de 16,7 milliards de DH. Ce n'est pas sûr que les deux escrocs de Mohammedia, Al Amoudi et son homme-lige Baamer, remboursent le moindre kopeck. Un monde de brut ! ●



Mohamed El Ouardi, le PDG de l'enseigne fictive Bab Darna.

Sur demande de la défense, qui veut préparer sa plaidoirie, le juge de la chambre criminelle chargée des crimes financiers près la Cour d'appel de Casablanca a reporté au 18 mai prochain, au terme d'une première audience furtive, mardi 27 avril, le procès de Mohamed El Ouardi, principal accusé dans la fameuse



Côté BASSE-COUR



Brahim Ghali L'Allemagne aurait dit niet à l'Algérie



Selon une source bien informée, l'Allemagne aurait opposé un niet catégorique à la requête algérienne de prendre en charge et de soigner le sanguinaire et encombrant chef du Polisario, Brahim Ghali. Un refus qui a poussé l'Algérie de se rabattre sur l'Espagne qui a fini par donner une suite favorable à ses appels de pied en internant son protégé dans un hôpital de Saragosse, sous une fausse identité (voir article P 10/11). A en croire le journal espagnol La Razon, proche des milieux sécuritaires, l'arrivée et l'hospitalisation en catimini en Espagne du sinistre personnage, poursuivi par la justice ibérique pour des crimes de génocide et de terrorisme, ont été « négociées au plus haut niveau entre l'Espagne et l'Algérie ». Le marchandage se porte bien sur l'axe Madrid-Alger... ●

Bon musulman cherche sa moitié ! (1)

Abdelaziz est profondément mal à l'aise... Depuis quelque temps, il a commencé à douter, lui qui avait toujours pensé être dans le vrai... Abdelaziz aura bientôt 40 ans, et il est encore célibataire... Mais il projette de se marier très bientôt... En fait, voici plus de dix ans qu'il projette de prendre épouse... De « compléter sa religion » et fonder une famille ! Mais ce n'est guère facile... Il devait d'abord se préparer... Ce qu'il fit patiemment économisant dirham après dirham... Et puis, il s'agit également de trouver la bonne personne, ce qui n'est pas évident, en ces temps de débauche généralisée !

Il dispose d'un modeste logement... Une petite maison individuelle située dans un quartier populaire, où il vit avec sa mère et ses deux sœurs... Il prie jour et nuit pour la mémoire de son père bien aimé qui leur a légué cette bicoque qui lui a permis de ne pas recourir à un crédit bancaire haram pour acquérir un logement social...

Il a fait l'acquisition d'une petite voiture d'occasion... Une belle mécanique qui faisait bien des jaloux parmi les amis et les voisins... De marque germanique, comme il se doit, avec à peine cent cinquante mille kilomètres au compteur...

Il a quelques économies sur son compte bancaire, en prévision de la cérémonie du mariage... Oh, Abdelaziz ne compte pas faire des folies... Il est contre ces dépenses ostentatoires et fastueuses où les familles des futurs mariés rivalisent d'extravagance pour s'en mettre plein la vue ! Non, Abdelaziz optera pour une

cérémonie sobre et digne, en bon musulman qu'il est... Mais encore faut-il trouver l'âme sœur... La future femme de sa vie... La mère de ses enfants... Mission difficile, s'il en est !

Abdelaziz a toujours eu peur des femmes... Depuis tout petit... De leurs éclats de rires insouciantes... De leurs tenues vestimentaires... De leurs parfums envoûtants, et de leur côté envahissant... Il les a toujours soigneusement évitées, suivant ainsi les conseils de l'imam qui ne cesse de mettre en garde les fidèles dans ses prêches contre la tentation et la luxure... Contre les femmes et leurs manœuvres sournoises... Il sait de quoi il parle, lui qui en a deux... Et qui ne compte pas s'arrêter en si bon chemin !

Oui, Abdelaziz est mal à l'aise... Il se pose des questions, beaucoup de questions... Il est même allé voir un psychologue, sur recommandation de son collègue Slimane... Discrètement bien sûr... Il ne manquerait plus qu'il soit vu par l'un de ses amis... Ce serait le grand hchouma, à coup sûr !

Il était sorti fortement ébranlé de cette séance... Le psy l'avait écouté longuement... Rassuré... Et encouragé à revenir le voir pour une nouvelle séance... Ce que Abdelaziz comptait bien faire inch'Allah... Toujours aussi discrètement ! Il voulait apprendre à surmonter sa peur incontrôlable et sa méfiance inconsidérée vis-à-vis des femmes...

Et il fallait bien, s'il voulait se marier ! (A suivre) ●

N. Tallal

Le Beurgois GENTLEMAN

Khouribga, une ville française... (41)

Nous célébrons le centenaire de Khouribga et de l'OCP, l'Office Chérifien des Phosphates voulu par Lyautey. "Jnaynar Lotti", comme le nomment les indigènes des Ouled Abdoun, en signant le décret du 27 janvier 1920, est conscient du caractère exceptionnel de l'Office, prononcé "Loufisse" par les autochtones, et décide d'en confier l'exploration et l'exploitation au seul "Magasin" (ma5zen) afin d'éviter la rapacité du secteur privé. La découverte fortuite des phosphates chez les Ouled Abdoun, faite en 1917, à l'occasion des travaux de la ligne de chemin de fer Casablanca/Oued-Zem, va booster l'économie du Maroc. Lyautey était contre la colonisation de peuplement mais il n'a pas pu s'opposer à ce déferlement qui a accompagné les premières années de son mandat. En plus des risques de conflit avec la population locale sur l'appropriation des terres, Jnaynar Lotti craignait que les immigrés européens, très nombreux, qui venaient de tout le pourtour méditerranéen, à la recherche d'une vie meilleure, ne veuillent « algériser » le Maroc. Ses craintes se sont révélées fondées. Plusieurs organes ont structuré les mécontentements : les chambres de commerce, les chambres d'agriculture, les réseaux francs-maçons et la presse d'opposition. Dans un document publié sans fard et des plus instructifs, « Les Francs-maçons et Lyautey », les frères détaillent leur conflit avec Lyautey, les objectifs visés et les méthodes utilisées. Ils tirent à boulets rouges en 1919 contre la décision de supprimer la parité entre le franc et la monnaie locale, le rial hassani. Clemenceau donne raison à Lyautey et les frères doivent s'incliner. Ils commencent par faire monter en épingle chaque incident secondaire en s'appuyant sur une presse qu'ils dominent (Petit Marocain, Vie marocaine, Annales marocaines, Action marocaine). En 1924, ils réclament le départ de Lyautey, parce que, suite à un triple assassinat d'Européens sur la route de Safi, les corps des victimes ont été rapatriés à dos de mulet. À plusieurs reprises, les réseaux francs-maçons exploitent la rivalité entre Casablanca et Rabat et la frustration de la capitale économique de n'être pas aussi la capitale administrative. Autre problème de fond qui fâche les francs-maçons : la politique

islamique de Lyautey. La thèse des frères est que le maréchal a grandement favorisé la propagation de la religion dans un pays qu'ils considèrent comme étant « peu islamisé » avant l'arrivée de Jnaynar Lotti ! Il est de fait qu'un des piliers de la politique de Jnaynar Lotti a été la consolidation des pouvoirs du Sultan, descendant du Prophète et imam couronné. Autre argument de mauvaise foi, il est reproché à Jnaynar Lotti d'apporter son aide aux Marocains pour faire le pèlerinage à la Mecque, d'avoir cherché l'appui de l'Islam officiel et des confréries religieuses, ou d'avoir subventionné la mosquée Karaouiyyine. Ils lui reprochent aussi d'avoir expulsé les franciscains et jésuites qui voulaient convertir les Marocains. Des missionnaires protestants anglo-saxons trop zélés ont subi le même sort. Ce que veulent avant tout les francs-maçons, c'est une révision de la politique de colonisation de Lyautey. Comme ils l'expliquent très bien, le maréchal est contre la colonisation de peuplement et s'oppose à la distribution des terres. Ils mettent en avant le chiffre « ridiculement bas » de 1.5 % des terres cultivables attribués aux colons. Le Petit Marocain du radical-socialiste Pierre Mas condamne cette politique « qui n'est ni d'assimilation, ni de substitution, mais d'éducation », et son rédacteur Goulven réclame, « à l'exemple de l'Algérie, une modification du régime de l'aliénation des terres domaniales ». Ils réussissent à transporter le débat en France, à travers leurs instances nationales et tous les hommes de gauche qui adhèrent à leurs idées. C'est pourquoi le pessimisme de Lyautey est à son comble après l'arrivée au pouvoir du cartel des gauches. Les francs-maçons s'attaquent aussi à l'autorité des pachas et caïds sur les villes et régions. Ils qualifient ce système de féodal et en dénoncent les abus par ces potentats locaux. Ils ont raison, mais cela fait partie de la realpolitik de Jnaynar Lotti : il préfère laisser ces féodaux maintenir les tribus dissidentes de bled Siba dans l'obéissance et économiser ainsi le sang de ses soldats. ● (A suivre)

Beurgois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com



Déconfiné
de Canard

Côté BASSE-COUR



Le Parti du bon sens (68)

Y a-t-il un médecin dans la salle ?



Par Nouredine
Tallal

« **E**t qu'est-ce qu'il fera, le petit, quant il sera grand ? »
- Je serai médecin comme papa » ! Docteur en médecine,

un rêve que tous les petits Marocains ne peuvent pas se permettre de caresser ! Voilà une profession qui a toujours fait fantasmer les enfants, et surtout leurs parents qui rêvent de ce qu'il y a de meilleur pour leur progéniture, à défaut d'avoir pu y accéder eux-mêmes... Une profession qui fut, de longues années durant, réservée à une certaine élite sociale... Une profession où les intrus étaient rares, et qui se transmettait de père en fils ou presque... À l'instar de toutes ces activités indépendantes considérées comme nobles, et surtout... Particulièrement lucratives !

Dans les années 80 encore, l'écrasante majorité des médecins exerçant dans notre pays était d'origine aisée, pour ne pas dire d'une origine ethnique bien identifiée... Lhaj Miloud n'entend pas, par ces propos, jeter la pierre à une élite aristocratique qui porta haut les couleurs du Royaume, des siècles durant... Mais il veut simplement pointer du doigt un système hermétique où il est difficile de se faire sa place au soleil lorsque l'on a le malheur de ne pas être « bien né »... Et Lhaj Miloud, qui est un enfant du peuple, avait rêvé lui aussi, dans son enfance, de suivre un cursus de médecine... Avant de se raviser, un peu à contre cœur... Il faut dire qu'il n'était pas sûr de tenir la distance avec des études longues comme un jour sans pain, et une sélection impitoyable... Les enfants des classes populaires, comme lui, se devaient d'intégrer rapidement le marché du travail, pour relayer le père, prématurément usé par un labeur ingrat et mal rémunéré...

Les études de médecine ont donc toujours été caractérisées par une sélection draconienne, doublée d'un manque criard d'infrastructures, puisque, de longues années durant, le pays n'a compté que deux malheureuses facultés de médecine, respectivement dans les capitales économique et administrative... D'où une pénurie quasiment organisée, avec le résultat que l'on connaît ! Le Maroc ne compte actuellement que 27 266 médecins, dont 53 % opèrent dans le secteur privé, avec un ratio de 7,1 médecins pour 10 000 habitants, bien loin du standard international de 15,3 médecins, fixé par l'OMS. Plus grave encore, deux régions, celles de Casablanca-Settat et Rabat-Kénitra, concentrent plus de la moitié de l'effectif des praticiens privés, et 39 % de celui des médecins publics !

Quelque 32 387 médecins manquent à l'appel, pour permettre de couvrir les besoins du pays... Et les autorités s'y sont pris avec bien du retard pour essayer de combler le déficit en blouses blanches... Rappelons qu'il faut 8 ans pour former un généraliste, et 5 ans de plus pour le transformer en spécialiste ! Autant vous dire que la situation est critique, surtout en prévision de la généralisation de la protection sociale destinée à terme à couvrir 22 millions de personnes, actuellement dépourvues d'assurance maladie !

Aux grands maux, les grands moyens donc ! Le gouvernement a décidé d'ouvrir le secteur de la santé aux compétences étrangères et à l'investissement étranger... Seule solution, selon lui, en attendant que nos nouvelles facultés soient capables de produire les 3 000 nouveaux médecins que le ministère s'est fixé de former annuellement ! Sachant que le pays n'arrive pour l'heure à former que 2 300 médecins annuellement contre les 3 000 prévus, le déficit continuera de se creuser, aggravé par les départs en retraite ainsi que le phénomène d'immigration vers l'étranger... Plus de 8 000 médecins marocains nés dans le Royaume exercent actuellement dans l'Hexagone. Les praticiens nés au Maroc représentent ainsi en France la deuxième communauté de médecins nés à l'étranger !

Aujourd'hui, la situation a atteint un niveau critique, et la pandémie l'a mise à nue...

Les médecins que nous formons actuellement, et qui ne pourront pas être opérationnels avant plusieurs années ne sont même pas susceptibles de remplacer les départs en retraite. Le gouvernement a donc décidé de prendre le taureau par les cornes avec une mesure radicale consistant à autoriser les médecins étrangers à pouvoir exercer au Maroc... Parole de Mohamed Benchaâboun, ministre des Finances et non pas de la Santé Publique, puisque là comme ailleurs, l'argent est le nerf de la guerre ! Décision annoncée lors de son allocution devant le Souverain dans le cadre du lancement de la généralisation du système de la couverture sociale, le 14 avril 2021, au Palais royal de Fès. La pratique existait certes déjà, mais

à une échelle réduite, et l'on a vu, à titre d'exemple, la province de Tata accueillir, dès 2018, une vingtaine de médecins sénégalais... Des précurseurs, nos amis « tataiens » !

La voilà donc, la solution miracle ! Le Maroc compte résoudre l'équation de son déficit cruel en médecins et personnel médical, et faire face aux futurs besoins induits par la mise en œuvre de la couverture médicale généralisée par un simple tour de passe-passe... Comment ? En prenant de mesures concrètes et efficaces pour augmenter le nombre de médecins formés ? En s'interrogeant sur les raisons de l'hémorragie que subit le pays avec le départ, chaque année, de centaines de médecins vers des cieux plus cléments ? Pas du tout, ce serait trop simple !

En opérant, à son tour, un prélèvement sur d'autres pays encore bien moins lotis que lui... Tout simplement ! C'est ainsi que vous verrez de plus en plus de médecins sénégalais ou issus d'autres pays africains s'installer au Maroc pendant que les nôtres voleront vers l'Hexagone... Puisque la France nous « pique » nos médecins, on ira débaucher ceux de pays encore moins bien lotis que nous ! À chacun son immigration choisie ! Et l'hémorragie continue... ●

Communiqué de presse
22 Avril 2021

IPC
INVEST
PARTNERS
CONSULTING



La startup IPC bouscule à nouveau le monde de l'investissement en lançant la plateforme « Click&Invest »

Invest Partners Consulting, la 1^{ère} FinTech Marocaine de conseil en stratégie et en investissement, vient d'enregistrer sa marque de plateforme digitale « Click&Invest », une nouvelle plateforme destinée aux investisseurs régionaux, nationaux et internationaux pour l'impulsion économique et la promotion de l'investissement territorial sur Dakhla.

La région de Dakhla oued Eddahab dispose des atouts nécessaires pour devenir un nouveau hub économique vers l'Afrique. Cette ville aux potentialités énormes attire de plus en plus les investisseurs des quatre coins du monde. C'est la raison pour laquelle, Invest Partners Consulting lance aujourd'hui la première plateforme digitale « Click&Invest », pour faciliter les procédures d'investissement dans la région Dakhla Oued Eddahab.

Très simple d'utilisation, « Click&Invest » vient de renforcer le dispositif d'accompagnement aux activités économiques et à l'investissement dans la région Dakhla Oued Eddahab. Le principe reste la mise à disposition d'une plateforme digitale dédiée principalement aux investisseurs, porteurs de projets et entrepreneurs pour se renseigner sur les incitations liées à l'investissement et promouvoir les atouts économiques de Dakhla afin d'explorer les opportunités d'échanges et de collaboration économique à l'échelle nationale et internationale dans plusieurs secteurs porteurs de croissance, à savoir : le commerce, la logistique, le tourisme, l'économie solidaire et sociale ...



Côté BASSE-COUR



Résultats au 1er T 2021

Maroc Telecom améliore sa résilience

Dans un contexte tendu, marqué par la crise sanitaire, le groupe Maroc Telecom a terminé le premier trimestre 2021 sur une baisse de ses principaux résultats, d'après les résultats dévoilés le 23 avril 2021. En revanche, le parc clients a bien résisté, atteignant plus de 73 millions à fin mars 2021, en hausse de 6,8% sur un an, tiré par la hausse soutenue des parcs dans les filiales (+11,2%).

Le chiffre d'affaires consolidé de 8 914 millions de DH a accusé une baisse de 4,2% (-5,0% à taux de change constant).

La baisse des activités Mobile au Maroc est compensée partiellement par la bonne dynamique de croissance du Haut Débit Fixe au Maroc et des activités des filiales Moov Africa.

S'agissant du résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA), à fin mars 2021, il atteint 4 561 MDH, en baisse 4,9% (-5,5% à taux de change constant), sous l'effet de la baisse du chiffre d'affaires. Le taux de marge d'EBITDA se maintient, quant à lui, au niveau élevé de 51,2% (-0,3 pt à taux de change constant) grâce à une gestion rigoureuse des coûts.

Le résultat opérationnel (EBITA) ajusté consolidé des trois premiers mois de 2021 s'élève à 2 746 MDH, en baisse de 5,7% (-6,2% à taux de change constant) sur une tendance similaire à celle de l'EBITDA. La marge d'EBITA ajustée se situe au niveau élevé de 30,8% (-0,4 pt à taux de change constant).

Pour sa part, le résultat net ajusté part du groupe cède 7,7% (-8,1% à taux de change constant) par rapport à la même période de l'année précédente et s'établit à 1 474 MDH.



Abdeslam Ahizoune, président du Directoire du groupe Maroc Telecom.

Côté flux nets de trésorerie opérationnels (CFFO) ajustés, elles s'établissent à 2 681 MDH, en baisse de 7,3% par rapport à la même période de 2020 (-8,1% à taux de change constant), sous l'effet principale-ment de la baisse de l'EBITDA.

A International, les activités du leader des télécoms national se sont bien comportées puisqu'elles ont généré un chiffre d'affaires de 4 292 MDH, en hausse de 2,0% (+0,4% à taux de change constant) grâce à la croissance soutenue de la Data Mobile (+15,8%) et des services Mobile Money (+21,9%). Hors baisse des terminaisons d'appels, ce chiffre d'affaires est en progression de 2,2% à change constant.

« Dans un contexte toujours marqué par la crise sanitaire liée au Covid-19, le Groupe Maroc Telecom termine le premier trimestre avec des résultats opérationnels tirés par ses actifs à l'International. Sa stratégie de diversification fait à nouveau ses preuves et améliore sa résilience dans ce contexte de crise (...) », a souligné à l'occasion de la publication de ces résultats trimestriels le président du Directoire du groupe Abdeslam Ahizoune. ●

LE VARIANT INDIEN PROVOQUE L'HORREUR EN INDE

COMMENT SE PROTÉGER CONTRE CE VIRUS TRÈS DANGEREUX? J'AI UNE BONNE IDÉE, DECRETER L'ADOPTION D'UN DOUBLE MASQUE...



La FAO et le Maroc vont à la pêche

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), relevant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a signé, jeudi 23 avril, un accord de coopération avec l'Institut national de recherche halieutique (INRH) et l'Université Mohammed 1er à Oujda. Objectif : encourager la formation et la recherche dans le domaine de la pêche et des sciences de la mer dans la région méditerranéenne. Selon un communiqué de la CGPM, cet accord, signé à l'occasion de la journée internationale de la Terre, permettra à chaque entité de déployer une approche et des compétences qui lui sont propres : l'Université Mohammed 1er contribuera aux formations techniques, l'INRH renforcera les capacités de recherche et la CGPM apportera son expertise tout en participant à la diffusion des résultats au niveau régional. ●



Il fait bon trimer sous Big Brother !

Devinez qui sont les entreprises nationales où il fait bon travailler ? Pour 2021, le palmarès des meilleurs employeurs compte 8 entreprises dont deux centres d'appel, Teleperformance et Comdata. Troublant ! On ne sait pas si Best Places to work Morocco, qui veille sur ce classement avec la collaboration du ministère de l'Emploi, a distingué ces deux enseignes d'offshoring pour leur initiative d'avoir fait installer des caméras de surveillance dans les postes de travail de leurs employés ou pour la qualité de l'exploitation de leurs ressources humaines soumises à un stress permanent pour un salaire de misère ? Réponse lors du palmarès de 2022 ? ●

Le Zefzafi nouveau est-il arrivé ?

Nasser Zefzafi a-t-il décidé de prendre la voie du repentir ? Le message publié récemment sur son compte Facebook où il a déclaré renoncer à son statut de meneur du hirak du Rif et sa demande introduite auprès de la direction de la prison de l'éloigner de ses codétenus rifains le laisse entendre. Celui qui a écopé de 20 ans de prison en 2017 dans le cadre des événements d'El Hoceïma pour « complot visant à porter atteinte à la sécurité de l'État » a même dézingué ses compagnons qui ne cherchaient à ses yeux que la gloire et le leadership ! Visiblement déçu, Zefzafi, qui s'était imposé comme le visage de la contestation avec ses sorties virulentes contre l'État « corrompu » ou « l'arbitraire » du pouvoir, reconnaît aujourd'hui que le hirak a fait pschitt et accuse

certains de ses compagnons de l'avoir eux-mêmes saboté. Le mouvement de contestation du Rif a été déclenchée par la mort, en octobre 2016, d'un vendeur de poissons, broyé dans une benne à ordures après avoir tenté de s'opposer à la destruction de sa cargaison de poisson émanant d'un trafic au cœur du port d'El Hoceïma.

Quelle lecture faire des états d'âme de Zefzafi et de sa prise de distance avec la jacquerie rifaine ? Faut-il y voir un début de repentance négocié en échange de sa libération ? Concomitamment à sa sortie, le quotidien El Mundo a publié dans son édition du 25 avril un entretien réalisé par téléphone depuis sa cellule de la prison locale de Tanger 2 avec Nasser Zefzafi où ce dernier aurait déclaré qu'« ils me demandaient de dire 'Vive le Roi' pour qu'ils cessent



Nasser Zefzafi.

de me torturer ». Or le père du détenu et son porte-parole, Ahmed Zefzafi, a nié sur des médias locaux que son fils ait accordé cette interview au journal espagnol. Du bidonnage ? Une chose est sûre : Nasser Zefzafi a eu tout loisir de changer... ●



Déconfiné
de Canard

Côté BASSE-COUR



Tensions à la société Rabat Région Aménagement

La Cour des comptes entre en lice

Que cache la démission brutale du directeur général de la société Rabat Région Aménagement ? Officiellement, Abderrahmane Ifrassen, un ancien haut cadre de Al Omrane, a claqué récemment la porte de la société suite à une prise de bec violente - dont la raison reste mystérieuse - avec le wali de la région Rabat-Salé-Kénitra Mohamed Yacoubi. Réputé pour sa compétence, M. Ifrassen a-t-il fait preuve d'insubordination ?



Abderrahmane Ifrassen, DG de la société Rabat Région Aménagement.

Mais l'entrée dans la danse de la présidente de la Cour des comptes Zineb Al Adaoui donne une autre tournure à cette histoire qui dégagerait des re-lents peu ragoûtants en relation avec le lancement des appels d'offres d'aménagement urbain que Mme Adaoui a décidé de faire passer au crible. Chargée de la mise en œuvre opérationnelle du programme Rabat Ville Lumière, Rabat Région Aménage-

ment, créée en 2014, c'est un budget de quelque 10 milliards de DH. Une manne colossale qui a fait saliver certains anciens ministres et responsables de l'administration du territoire. Ces derniers auraient fait valoir leur relationnel pour faire bénéficier leurs entreprises de l'essentiel des marchés dans des conditions opaques, contraires aux règles de transparence et de concurrence loyale. Rabat Région Aménagement transformée en gâteau pour les copains ? ●

Fnideq nage en plein malaise social...

L'Espagne a décidé le 27 avril 2021 de refouler les migrants arrivés dimanche 25 avril depuis Fnideq. Les expulsions ont déjà commencé et concernent une centaine de jeunes de cette localité aux prises avec une crise profonde depuis la fermeture il y a plus d'un an de Bab Sebta, point de passage des produits de contrebande venus de d'Espagne. Le week-end dernier des vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux montrant des jeunes individus tentant de gagner Sebta à la nage. Nombre de ces candidats à l'émigration ont été secourus en mer par les garde-côtes espagnols tandis que trois d'entre eux ont été hospitalisés pour hypothermie.



Selon un communiqué de la DGSN, une enquête a été ouverte au sujet des jeunes migrants expulsés pour élucider les circonstances de cette tentative d'émigration illégale. La réponse judiciaire est-elle appropriée pour traiter un problème social ? ●



COMMUNIQUE DE PRESSE

Casablanca, le 21 Avril 2021

Oulmès, la marque iconique Marocaine élue « Produit de l'Année 2021 »



Un vœu de confiance affirmé de la part des consommateurs Marocains

Oulmès, l'eau minérale naturelle gazeuse trônant sur les tables depuis 1933, a été Elu Produit de l'Année au Maroc en 2021. Sur la base d'une étude indépendante réalisée par l'Institut Nielsen au Maroc auprès de 3000 consommateurs, Oulmès confirme ainsi sa place d'eau gazeuse préférée des Marocains.

Oulmès est une eau minérale naturellement gazeuse à la source, un cas unique au Maroc, un miracle de la nature qui trouve sa source au pied des montagnes du Moyen-Atlas remontant à la surface de la terre à 42°C. Sa pétillance exceptionnelle, son goût de caractère, et son identité mythique accompagnent plusieurs générations de Marocains dans leurs moments de dégustation, depuis près de 90 ans.

Ce qui la rend unique, c'est aussi sa minéralité bénéfique pour la santé. Riche en oligo-éléments, en magnésium, et bicarbonates, elle possède des propriétés stimulantes, reconstituantes et énergisantes.

En 2017, Oulmès innove en lançant une gamme de boissons à base de jus de fruits naturels sans colorants ni conservateurs. Cette gamme de bulles fruitées aux saveurs Tropical ou Mojito a su conquérir une cible plus jeune, adepte de plaisir, qui prend soin de sa santé. La même année, Oulmès réinvente son écrin de verre dans une bouteille au design moderne et raffiné, disponible dans les meilleurs restaurants au Maroc.



Comment est décerné le prix "Élu Produit de l'Année" ?

Selon une étude menée par l'Institut Nielsen Maroc, plus de 60% des consommateurs font déjà confiance au label « Elu Produit de l'Année ». Cette certification a pour vocation de donner la parole aux consommateurs. Un panel composé de 3000 utilisateurs à travers le Royaume a répondu à l'enquête menée de manière indépendante, distinguant Oulmès dans la catégorie « Eaux Gazeuses » face à des produits similaires sur la base de 3 critères :

- l'attractivité
- l'intention d'achat
- l'innovation perçue

Le logo « Elu Produit de l'année Maroc 2021 » sera arboré sur les supports de communication d'Oulmès durant l'année en cours.

A propos des Eaux Minérales d'Oulmès :

Les Eaux Minérales d'Oulmès, société anonyme cotée à la bourse de Casablanca, filiale du Groupe Holmarcom, est le premier producteur et distributeur d'eaux embouteillées au Maroc. Acteur international, la société opère également en Afrique subsaharienne à travers sa filiale E.T.E. située au Bénin. Les Eaux Minérales d'Oulmès, entreprise marocaine citoyenne vouée à l'hydratation saine et au rafraîchissement, a accompagné à travers ses marques emblématiques trois générations de marocains dans leur quotidien. Depuis près de 90 ans, Les Eaux Minérales d'Oulmès innove continuellement pour offrir des produits de qualité supérieure, suivant des normes internationales strictes.

Le groupe est engagé dans une croissance durable et responsable, et a fait de la réduction de son empreinte environnementale une priorité au cœur de sa mission d'entreprise. Forte de ses initiatives, Les Eaux Minérales

d'Oulmès est membre du Global Compact des Nations Unies, auquel elle rend compte chaque année, des progrès réalisés en matière de contribution aux objectifs mondiaux de développement durable. L'entreprise est également détentrice du Label RSE de la CGEM depuis 2017.

<https://www.leseauxmineraledoulmes.ma>

A propos de « Produit de l'Année Maroc »

Créé en 1987, le label « Elu Produit De l'Année » est aujourd'hui présent dans 44 pays et concerne plus de 4,5 milliards de consommateurs à travers le monde. La mission principale de « Produit De l'Année » est de récompenser les marques nationales et internationales avec un label traduisant la satisfaction des consommateurs relative à des produits innovants et utiles. « Produit De l'Année Maroc » constitue la plus vaste enquête sur le comportement du consommateur Marocain selon l'attractivité, la qualité perçue et l'innovation des produits.

Les produits participants sont classés dans des catégories spécifiques, et analysés par le comité d'experts constitué de syndicats et d'organisations professionnelles ainsi que d'associations dans le domaine du commerce, du marketing et de la communication. Les produits sélectionnés par le comité sont présentés au partenaire Nielsen (www.nielsen.com), spécialisé dans les études de terrain, pour être soumis à une évaluation publique (3000 consommateurs) à travers une enquête nationale constituée d'un panel représentatif de la population.

Contact presse :

Ghita EL MENJRA - Initiative Digital
Mail : ghita.elmenjra@initiatedigital.ma -
Téléphone : +212 6 60 81 27 31



Le Maigret DU CANARD



Attaques des partis de l'opposition contre le RNI

Les dessous d'une cabale

Derrière le communiqué commun signé par le PAM, l'Istiqlal et le PPS contre le RNI au sujet de l'association Joud, se cache des calculs basement politiques. Explications.

Ahmed Zoubair

Le RNI se trouve, depuis quelques temps, propulsée à son corps défendant au cœur d'un mauvais procès politique non dénué d'arrière-pensées politiciennes orchestrée par ses adversaires politiques. Samedi 24 avril 2021, les dirigeants des partis de l'opposition (l'Istiqlal, le PAM et le PPS) sont allés jusqu'à rendre public un communiqué conjoint où ils accusent le parti de la colombe d'instrumentaliser la fondation Joud pour le développement et ses actions caritatives pour encarter les bénéficiaires dans le parti à leur insu. Les accusations proférées par les trois formations politiques restent à vérifier; car fondées sur des témoignages non authentifiés de citoyens, relayés à travers une vidéo qui circule sur les réseaux sociaux. Ça sent la manip à plein nez. Les responsables du RNI, qui ne sont pas nés de la dernière pluie, dénoncent, eux, une cabale politique, organisée à quelques mois des élections législatives, par ceux qui cherchent à discréditer leur parti en espérant freiner son ascension politique. A commencer par le patron du PAM, Abdellatif Ouahbi, qui a été le premier à soulever ce faux lièvre lors d'une intervention dans une conférence à la Fondation Fiqih Tetouani, samedi 17 avril. Pour ceux qui connaissent les dessous des cartes, savent que l'intéressé agit en service commandé au profit des islamistes qu'il n'arrête pas de draguer. En agissant ainsi, il espère atteindre un double objectif: Fragiliser le principal adversaire du PJD, donné favori pour remporter les prochaines législatives, et obtenir en échange quelques strapontins dans le prochain exécutif s'il est dirigé de nouveau par les islamistes. L'Istiqlal et le PPS nourrissent la même ambition secrète. Siéger dans un gouvernement dirigé de préférence par le PJD. Autrement, en s'attaquant au RNI, le triumvirat de l'opposition œuvre et manœuvre en coulisse pour aider le PJD à se maintenir au pouvoir, dans l'espoir de lui servir de force d'appoint pour boucler le tour de table politique nécessaire. Telle est l'arrière-pensée de cette conjuration. Se liguier contre le RNI pour l'empêcher de former le prochain gouvernement en jetant l'opprobre sur son action. Un acte de nuisance que le trio fait par procuration au profit du PJD qui, lui, n'a pas besoin de se mouiller...

Or le PJD est le champion toutes catégories de la charité politico-électorale qu'elle pratique à grande échelle pour s'assurer le vote des couches défavorisées et qui lui a permis de conquérir le pouvoir. Or curieusement, le PAM, l'Istiqlal et le PPS ont soigneusement évité de critiquer l'instrumentalisation par le PJD du caritatif politique alors qu'ils avaient cosigné avec le RNI, l'UC, le MP et l'USFP en mai 2019 un communiqué commun où ils ont accusé les islamistes de « diffuser et de colporter des allégations à caractère dangereux dans le but d'induire la population en erreur ». Ce front commun, qui a dénoncé la préférence accordée par les élus communaux PJD aux associations qui lui sont inféodées, en matière de distribution de subventions, fait suite à un communiqué diffusé par le PJD dans lequel il accuse les pouvoirs publics d'entraver l'action des associations qui lui sont proches. Mais qu'est-ce qui a donc changé pour que les trois partis de l'opposition reviennent aujourd'hui à de meilleurs sentiments à l'égard des islamistes? Attitude suspecte, car s'il y a un parti à dénoncer c'est bien le PJD qui a toujours fait de l'asso-



Une association du MUR qui fait dans la grande politique!

ciatif électoral sous couvert d'actions de bienfaisance désintéressées dans les milieux défavorisés. Or rien n'est gratuit chez Al Othmani et ses amis.

Tout ce qu'ils rendent comme service ou fournissent comme prestation aux plus démunis, via les associations du parti ou de son bras idéologique qu'est le MUR (Mouvement Unité et Réforme), ils le récupèrent sous forme de dividendes électoraux. La galaxie associative made in PJD affiche des objectifs d'animation sociale, à caractère culturel ou artistique. Pur leurre ! Derrière ces énoncés, plutôt flous, se cache en vérité une véritable action multiforme sur le terrain visant à faire des obligés parmi les bénéficiaires de leur pseudo-charité. Toutes les occasions sont bonnes pour le PJD qui profite de la démission de l'État et de l'absence des autres partis de se porter au secours des plus démunis : Achat des fournitures scolaires à l'orphelin, prise en charge des frais de la circoncision d'enfants de pauvres, achat du mouton d'Aïd Al Adha à la veuve, paiement des frais d'un enterrement, pris en charge de soins médicaux... Une machine bien rôdée qui se déploie là où il y a un besoin social pressant... Soit par ignorance ou reconnaissance du ventre, les bénéficiaires de la charité islamiste, les élections venues, glissent en guise de reconnaissance dans l'urne le bulletin de la lanterne. Ce travail de proximité terriblement efficace et politiquement rentable, une forme bien élaborée du clientélisme politico-électorale, le PJD le pratique à plein temps, en permanence, tout au long de l'année tandis que les autres formations ne se signalent aux citoyens qu'à l'approche des élections. Résultat : les candidats estampillés PJD n'ont pas besoin de faire campagne, d'investir les rues, faire distribuer des tracts ou organiser des banquets pour s'assurer le soutien du chaland électoral. Pour eux, le scrutin ne représente pas plus qu'une formalité qui leur permet en guise de récompense de récolter ce qu'ils ont semé comme graines de la charité bien calculée 12 mois sur 12. Dans ces conditions, les autres enseignes politiques adverses, victimes en quelque sorte d'une concurrence déloyale, sont fatalement perdantes, car ne se battant pas à armes égales avec une formation en campagne permanente. Comment en effet battre une nébuleuse qui sous couvert de religion et de « charity tbzinniss assiassi » fait commerce de tout pour arriver au pouvoir et s'y maintenir? Le caritatif que les islamistes pratiquaient dans l'underground avant leur avènement au pouvoir s'y livrent une fois aux affaires à visage découvert, légalement et avec les moyens de l'État. Les collectivités locales qu'ils contrôlent dans leur majorité depuis le scrutin communal leur offrent une occasion inespérée de renforcer leur ancrage dans les milieux populaires. La commune étant un acteur social par excellence, ils en profitent à (fonds) pour privilégier les associations locales qui leur sont inféodés dans le partage des subventions publiques.

Tout au long de leurs 10 années au pouvoir, les islamistes ont montré qu'ils n'ont ni programme politique, ni vision pour le développement du pays, ni cadres compétents capables d'impulser des réformes ou d'accompagner les différents chantiers initiés par le Royaume. La charité politico-électorale représente leur seul capital et unique investissement dont ils touchent le bénéfice à chaque rendez-électoral. ●





Le Maigret DU CANARD



La bulle Bitcoin appelée à crever

Qui va rafler la mise ?

La communauté des spéculateurs et des crypto-convaincus se frotte les mains. Le Bitcoin a enregistré en l'espace de quelques mois une hausse exponentielle, laissant entrevoir des gains pharamineux pour ceux qui manipulent dans l'ombre cette monnaie virtuelle...

Jamil Manar

Les derniers jours étaient difficiles pour le Bitcoin qui a subi de lourdes pertes. Le cours de la cryptomonnaie est temporairement retombé vendredi 23 avril sous la barre des 50 000 dollars US. Les raisons de ce dévissage ? Les rumeurs entourant le plan de taxation du gouvernement américain des gains en capital, ce qui pourrait freiner les investissements notamment dans les actifs numériques.

Au cours des dernières semaines, le Bitcoin et les autres cryptomonnaies ont connu une flambée spectaculaire, en prévision de l'entrée en Bourse de la plateforme américaine d'échange de cryptomonnaies Coinbase.

Mais depuis qu'elle a culminé à 65 000 dollars, à la mi-avril, la valeur du Bitcoin a fondu de presque 25 %. Et les autres cryptomonnaies ont été entraînées dans la glissade cette semaine.

Pour sa toute première cotation au Nasdaq, l'action de cette plate-forme a terminé à 328,28 dollars mercredi 14 avril. Cette performance fait de la plate-forme d'échange de Bitcoins la plus grosse valorisation, à 86 milliards de dollars (près de 72 milliards d'euros), jamais accordée à une entreprise américaine qui s'introduit en bourse. Le précédent record était détenu par Facebook, dont la valeur boursière a atteint un peu plus de 81 milliards de dollars en 2012 lors de sa première cotation.

Coinbase, ce géant des cryptos, qui fait travailler 1.249 collaborateurs non syndiqués, ne se veut pas seulement une plateforme pour acheter, vendre et stocker ses cryptos et Bitcoins. Elle ambitionne en plus de mettre en place un « système financier ouvert pour le monde » et entend consolider sa présence sur toute la chaîne de valeur de l'activité des cryptos. La valorisation estimée de la plateforme Coinbase, au-dessus de 100 milliards de dollars, avoisine celle de Goldman Sachs (120 milliards), la banque d'investissement créée en 1869. Voilà qui illustre l'ascension figurante de la jeune pousse de San Francisco, devenue un des leaders mondiaux des cryptos en seulement 10 ans. Fondée en 2012 dans cette métropole californienne quand le Bitcoin valait 5 dollars par Brian Armstrong, 38 ans, ancien ingénieur chez Airbnb et Fred Ehrsam, ex-trader de Goldman Sachs, Coinbase permet d'acheter et de vendre une cinquantaine de cryptomonnaies, dont le Bitcoin et l'Ether.



Le bitcoin a battu des records...

Le président de l'entreprise, dont la fortune est estimée à 2 milliards de dollars, qui détient 20 % des parts de la plate-forme, est bien parti pour inscrire son nom sur la liste des 100 hommes les plus riches du monde établie par le magazine économique Forbes. Dans le cadre de l'arrivée de Coinbase, le Bitcoin n'a cessé d'enfler ces derniers jours, culminant mercredi à près de 65 000 dollars. Il évoluait mercredi soir aux alentours de 62 000 dollars.

Méfiance

Sa valorisation est déjà supérieure à celle de l'Intercontinental Exchange (66 milliards de dollars), qui détient entre autres, le New York Stock Exchange, la Bourse créée en 1817.

Le titre de Coinbase, qui s'échange sous le symbole COIN, a même culminé à près de 430 dollars quelques minutes après son arrivée sur le marché boursier américain avant de retomber.

« Le premier jour de cotation ne permet pas de tirer des conclusions », prévient Art Hogan de National Holdings. « Il faudra attendre les trois premiers mois pour savoir si l'action va suivre la volatilité des cryptomonnaies », prévient-il. « Il s'agit tout de même d'un lancement réussi en Bourse pour une entreprise dans laquelle de grandes institutions financières vont désormais pouvoir investir », ajoute M. Hogan.

Le Bitcoin a gagné ses lettres de noblesse depuis plusieurs mois, que ce soit auprès d'entreprises comme Tesla, qui permet à ses clients d'acheter une voiture électrique avec cette monnaie, de banques comme Morgan Stanley, qui rend la devise accessible à ses clients les plus riches, ou de services de paiement comme PayPal, qui a décidé d'accepter les transactions en cryptomonnaies. Si Coinbase a profité de la flambée de la reine des cryptomonnaies et d'autres devises virtuelles, allant de l'Ether au Litecoin, son champ d'activité attire aussi la méfiance des régulateurs, qui s'inquiètent de l'utilisation des cryptomonnaies à des fins illicites.

Malgré les reculs essuyés par le Bitcoin dans la dernière semaine et les mesures de restrictions adoptées par un certain nombre d'États, la valeur de la cryptomonnaie a enregistré une croissance fulgurante au cours des derniers mois. Sa valeur a bondi de plus de 70 % depuis le début de l'année 2021, et de plus de 500 % depuis l'année dernière à pareille date. L'avenir s'annonce en Bitcoin ou en bulle appelée à exploser ? ●





Le Maigret DU CANARD



Hospitalisation en Espagne de Brahim Ghali sous une fausse identité

Un scandale d'État et des questions...

Nouveau coup de tonnerre diplomatique dans le ciel des relations maroco-espagnoles. L'acceptation par Madrid d'hospitaliser sous une fausse identité le chef du Polisario Brahim Ghali, poursuivi pour des crimes gravissimes, a l'allure d'une sale affaire.

Ahmed Zoubair

Tout est faux dans la séquence scandaleuse de l'hospitalisation de Brahim Ghali en Espagne. Un faux leader d'une pseudo cause, doublé d'un criminel de guerre admis sous une fausse identité, le 21 avril, pour se faire soigner du Covid dans un hôpital près de Saragosse. Sur cette histoire pour le moins troublante, Madrid, actionné par le seul ennemi du Royaume qu'est l'Algérie, a joué les faux amis du Maroc, à rebours de l'esprit de partenariat et d'amitié qui doit normalement prévaloir entre les deux royaumes amis liés par une communauté de destin. A rebrousse-poil du comportement des États et des conventions internationales, la pratique rappelle les agissements des barons du crime organisé qui pour protéger un chef recherché par la police se débrouillent pour le faire hospitaliser sous un nom d'emprunt... Dès que le secret de l'hospitalisation de Brahim Ghali fut éventé, Madrid s'est empressé de réagir en invoquant des raisons « humanitaires ». Un argument

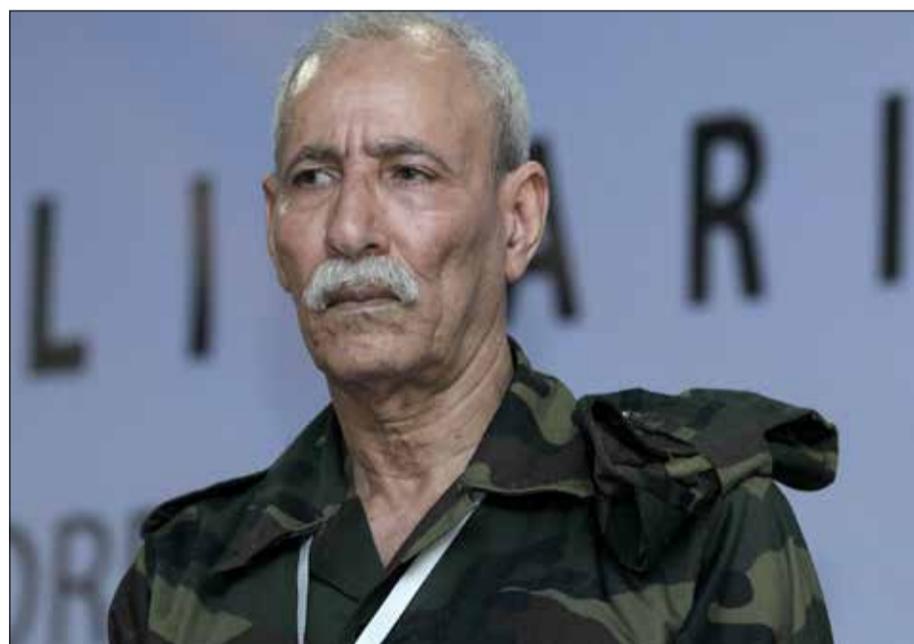
qui n'a pas convaincu le Maroc, la maladie ne pouvant constituer en aucun cas une entrave au travail de la justice dans les pays démocratiques.

Il aurait fallu constater la présence sur le sol espagnol du criminel de guerre présumé recherché pour crimes de guerre et atteinte aux droits de l'homme, constater l'usage par ce dernier d'un faux document de voyage et le placer sous surveillance policière en attendant que son état de santé s'améliore pour qu'il soit interrogé.

Imbroglie

Telle est la procédure qui devrait être adoptée dans pareil cas et non pas d'accueillir l'accusé qui plus est dans des conditions illégales en cautionnant sa fausse identité. Surtout que Brahim Ghali est visé par une action en justice en Espagne pour des charges très lourdes : « Crimes de guerre, meurtres, blessures, terrorisme, arrestations illégales, tortures et enlèvements ».

Les chefs d'accusation portés contre le patient polissarien sont donc particulièrement graves, notamment



Un sinistre personnage très encombrant...

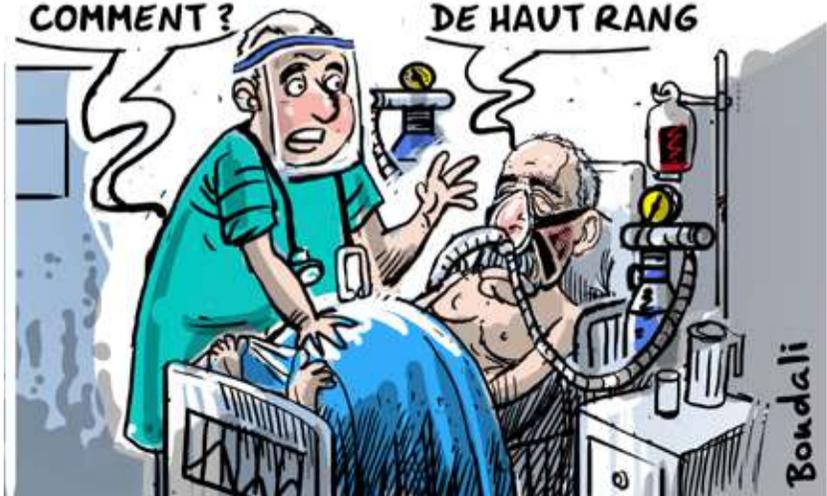
ceux émanant de l'association canarienne des victimes du terrorisme. Mais pas seulement, le chef du Polisario est également sous le coup d'une accusation de viol, dont il n'a jamais répondu devant les tribunaux espagnols, portée par Khadijatou Mahdmoud. Dès que la

nouvelle de l'entrée illégale de Brahim Ghali sur le territoire espagnol fut connue, les victimes de ce sinistre personnage se sont manifestées pour raconter dans des vidéos postées sur les réseaux sociaux ce qu'il leur a fait subir et demander que justice soit faite, à l'image de

HOSPITALISATION EN CATIMINI DE BRAHIM GHALI EN ESPAGNE SOUS UNE FAUSSE IDENTITÉ

VOUS VOUS APPELEZ COMMENT ?

MOHAMED BENBATOUCHE, MIGRANT CLANDESTIN DE HAUT RANG



Lamentable

Le scandale de l'hospitalisation en catimini de Brahim Ghali en Espagne alors qu'il y est poursuivi pour des chefs d'accusation graves met en lumière plusieurs vérités. D'abord, la politique ambivalente de l'Espagne à l'égard de son voisin du sud dès qu'elle s'agit du dossier du Sahara. En tant qu'ancien colonisateur des provinces sahariennes, l'Espagne n'a pas vraiment réussi à se départir de sa partialité. Ensuite, le rôle réel de l'Algérie comme acteur principal dans un conflit qu'elle a créée de toutes pièces pour nuire aux intérêts du Maroc. Après avoir hébergé, soutenu et armé une bande mercenaires lâchés

contre le Royaume sous couvert « du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui », le régime algérien a entrepris aujourd'hui de faire soigner le chef de son invention dans des circonstances attentatoires aux conventions internationales et aux droits des victimes d'un tortionnaire doublé de violeur.

Ce qui est déplorable dans cette histoire indigne c'est que les petits généraux algériens aux abois aient réussi à embarquer dans cette sale affaire, à coups de chantage aux intérêts économiques, principalement le gaz, un grand pays comme l'Espagne en le fragilisant sur le front judiciaire et des droits de l'homme. ●



Bec et ONGLES



Khadijatou Mahdmoud qui a posté un témoignage très émouvant. « J'ai appris, il y a quelques jours, à travers les médias, que Brahim Ghali, l'homme qui m'a violée, se trouve ici (...). Je suis très reconnaissante à ce pays qui m'a donné l'opportunité de porter plainte, qui a reconnu mes droits. Mais je serais encore plus reconnaissante s'il est arrêté », a déclaré la jeune femme.

L'attitude de l'Espagne a suscité stupeur et incompréhension au Maroc. Dans un communiqué rendu public par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération africaine, le Royaume a « exprimé sa déception à l'égard d'un acte contraire à l'esprit de partenariat et de bon voisinage et qui concerne une question fondamentale pour le peuple marocain et ses forces vives ». Ce qui a surtout irrité Rabat ce n'est pas tellement le fait que Madrid ait accepté de soigner son ennemi public numéro 1 mais le fait que les autorités ibériques aient joué dans le dos du Royaume en ne prenant pas la peine d'en informer au préalable les responsables marocains.

Explications

Jugée déloyale, cette démarche donne un coup de canif à l'esprit de confiance et de transparence qui caractérise habituellement la coopération entre les deux pays sur des dossiers de haute importance comme le terrorisme, l'immigration ou le trafic de drogue. La déception marocaine s'est exprimée à ce niveau-là. Jugeant ce geste « inamical », le Maroc a convoqué l'ambassadeur d'Espagne à Rabat afin de lui signifier la position marocaine en lui demandant de fournir au Maroc des explications. Mais pourquoi l'Espagne s'est-elle fourvoyée dans un tel imbroglio politico-diplomatique en prenant le risque d'irriter son voisin? Pour faire plaisir à l'Algérie qui représente son principal fournisseur en gaz. Mais est-ce une raison valable pour privilégier l'économie et le politique au détriment des impératifs de justice et de l'État de droit? « Cette affaire questionne aussi la réalité de la séparation des pouvoirs en Espagne », selon une source politique marocaine. La ministre espagnole des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération Arancha González Laya, a fait cette déclaration à la presse, vendredi 23 avril 2021 à Madrid, en marge d'une réunion avec son homologue palestinien Riad Al Maliki. Après avoir confirmé la présence de Brahim Ghali sur le territoire espagnol « pour des raisons strictement humanitaires », elle a tenté de minimiser l'importance de l'incident dans une volonté de jouer la carte de l'apaisement : « Bien sûr que cette question n'entrave, ni ne perturbe les excellentes relations que l'Espagne entretient avec le Maroc ». Et d'ajouter, le Maroc est « un voisin, un ami et un partenaire privilégié » dans tous les domaines et « cela ne change pas ». Cela se voit ! ●

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Brahim Ghali, chef des polisariens

Parole de vraie chimère

Hospitalisé en Espagne sous une fausse identité, le chef des polisariens, Brahim Ghali, le visage cadavérique et la voix fatiguée, reçoit une équipe du Canard déguisée en personnel médical...

Comment vous vous appelez ?

De mon vrai nom Brahim Ghali, j'ai vécu au cours de ma carrière obscure sous de fausses identités au gré des aléas de mon métier de mercenaire. Actuellement, je suis Mohamed Benbatouche, un nom d'emprunt qui m'a été donné par mes patrons pour me faire éviter une arrestation pour crimes de guerre...

Êtes-vous au courant que de nombreuses personnes en colère se sont massées aux abords de l'hôpital ?

Oui, je suis au courant. C'est mon fan club qui a débarqué pour me soutenir et me souhaiter un prompt rétablissement. Je suis soulagé de constater que je suis un homme aimé et populaire...

Réveillez-vous, ce sont vos victimes qui sont venues dénoncer vos crimes de tortionnaire et demander que justice soit faite...

Ce n'est pas ce que m'ont dit mes maîtres d'Alger. Ils m'ont assuré qu'il s'agissait de mes admirateurs et admiratrices venus me témoigner leur com-



passion... Je les crois même s'ils me mentent. Je suis programmé par mes bienfaiteurs pour gober tout ce qu'ils me disent...

Y compris l'indépendance du Sahara!

C'est un beau mythe l'indépendance du Sahara. Le mythe le plus surprenant du XXIe siècle. Cette fake cause qu'est le peuple sahraoui a permis à l'Algérie d'exister en livrant une guerre d'usure au Maroc, et aux dirigeants polisariens de vivre aux crochets de leurs chefs en faisant croire aux séquestrés

de Tindouf, comme vous les appelez, que nous menons un combat juste.

Les années passent et le Polisario trépane...

R : Le Polisario n'a jamais existé pour mourir. C'est une espèce de doublure programmée pour jouer un certain rôle. C'est son géniteur qui a toujours été à la manœuvre. C'est lui qui a hébergé, nourri et armé sa création qui n'a d'autre fonction que d'obéir.

La fin approche...

Tout a une fin y compris les chimères les plus coriaces. Chef chimérique d'une entité fantomatique, je me désole en constatant que le mythe de l'indépendance du Polisario ne pourra jamais devenir réalité. Je vais donc quitter ce monde, tout comme mon prédécesseur Mohamed Abdelaziz, sans jamais connaître de mon vivant à quoi ressemble une république chimérique du désert téléguinée depuis Alger.

Quel gâchis ! ●

Propos recueillis par Saliha Toumi

Enfants illégitimes, une avancée annulée en cassation

Plusieurs associations féministes marocaines sont montées au créneau pour condamner un arrêt de la Cour de cassation invalidant la reconnaissance de la filiation d'une enfant née hors mariage. Cet arrêt invalide un jugement « sans précédent » en première instance qui établissait la paternité et douché du même coup leurs espoirs d'une avancée majeure dans le code de la famille. Le 30 janvier 2017, le tribunal de première instance de Tanger a rendu un jugement historique. Celui-ci a reconnu à un homme la paternité d'une petite fille, née d'une relation hors mariage, sur la base de tests ADN fournis par la mère, une première au Maroc qualifiée à l'époque de « révolution juridique ». Pour avoir conçu un enfant dans une telle situation, ce père avait déjà été condamné en mars 2016 à un mois de prison ferme pour « débauche ». La mère, souhaitant avant tout qu'il reconnaisse leur enfant, a pourtant décidé à la fin de l'année 2016 de porter plainte. La justice lui a donc donné raison, en lui accordant également une indemnité. En fournissant des tests ADN, la mère a prouvé le lien biologique qui per-



met à son enfant d'avoir officiellement un père. Si cette reconnaissance de la paternité est saluée, ce n'est pas le cas de la filiation, régie en partie par la loi islamique. La fillette en question reste donc illégitime, et ne peut pas disposer des droits réservés aux enfants nés au sein d'un mariage, tel que l'héritage. Désormais, après l'arrêt de la Cour de cassation, l'enfant n'a pas non plus de père. Juste les yeux pour pleurer... La double peine. Ce n'est pas bon enfant... ●



Le MIGRATEUR



Biden brise le plafond de verre et reconnaît le génocide arménien

Le président américain Joe Biden a déclaré, samedi 24 avril, que les massacres d'Arméniens dans l'Empire ottoman en 1915 constituaient un génocide. Cette décision historique, largement symbolique, rompt avec des décennies de déclarations prudentes de la Maison-Blanche à ce sujet

Joe Biden devient ainsi le premier président américain à reconnaître le génocide arménien, plus d'un siècle après les massacres perpétrés par les troupes ottomanes, ouvrant ainsi une brèche entre la nouvelle administration américaine et Ankara.

« Le peuple américain honore aujourd'hui tous les Arméniens qui ont péri dans le génocide qui a commencé il y a 106 ans », a déclaré M. Biden dans un communiqué samedi 24 avril. Un génocide qui a commencé le 24 avril 1915. Ce jour les autorités ottomanes ont procédé à l'arrestation massive d'intellectuels et de dirigeants communautaires arméniens à Constantinople. Un million et demi d'Arméniens ont été déportés, massacrés ou conduits à la mort dans une campagne d'extermination.

Biden a appelé le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, vendredi 23 avril, pour l'informer que les États-Unis procéderaient à cette reconnaissance à l'occasion du 106e anniversaire du génocide. On l'imagine bien le rais turc n'était pas content. En effet, comme l'ont rapporté des médias américains, la conversation aurait été tendue et la question n'a pas été mentionnée dans les comptes rendus officiels de l'échange. La déclaration de Biden a été immédiatement dénoncée par Ankara. « Les mots ne peuvent pas changer ou réécrire l'histoire » a déclaré le ministre des Affaires étrangères turc sur Twitter. « Nous n'avons rien à apprendre de quiconque sur notre propre passé. L'opportunisme politique est la plus grande trahison envers la paix et la justice. Nous rejetons entièrement cette déclaration basée uniquement sur le populisme. » et M. Mevlüt Çavuşoğlu de poursuivre sur le même ton : « Il est clair que ladite déclaration n'a pas de base savante et juridique, et qu'elle n'est soutenue par aucune preuve. Cette déclaration ... ouvrira une blessure profonde qui mine notre confiance mutuelle et notre amitié. Nous appelons le président américain à corriger cette grave erreur. » Mais cette déclaration sans précédent de la Maison-Blanche ne semble pas être dictée par les relations tendues entre Biden et Ankara. Un haut responsable de l'administration améri-



Des membres de la diaspora arménienne devant l'ambassade de Turquie à Washington (Reuters).

caine a d'ailleurs déclaré que M. Biden aurait fait cette déclaration quel que soit l'état des relations bilatérales avec la Turquie. « C'est une conviction profonde du président Biden depuis très longtemps, depuis l'époque où il était au Sénat, et c'est une position qu'il a exprimée très clairement pendant la campagne », a déclaré le responsable. Lequel responsable a également fait un lien avec la recrudescence des questions d'identité autour du mouvement Black Lives Matter et des attaques contre les Américains d'origine asiatique. « Je dirais que nous sommes également à un moment, y compris ici aux États-Unis, où les gens sont aux prises avec leur histoire et l'impact de cette histoire, et je pense donc que, même d'un point de vue historique, c'est le bon moment pour le faire. » Le statut de la Turquie en tant que membre de l'OTAN et allié régional de longue date a empêché les présidents américains de procéder à une telle déclaration officielle. Mais les relations entre Washington et Ankara se sont considérablement dégradées ces dernières années. La déclaration a marqué l'aboutissement de décennies de lobbying de la part des organisations arméno-américaines. « C'est un moment d'une importance capitale dans la défense des droits de l'homme », a déclaré Bryan Ardouny, directeur de l'Armenian Assembly of America. « Le chemin a été long. Le président Biden tient fermement tête à un siècle de déni et trace la voie à suivre pour les droits de l'homme partout dans le monde. » ●

Bientôt un 51e États américain ?

La chambre des représentants américaine a approuvé jeudi 23 avril la législation visant à faire de Washington D.C. le 51ème État du pays, renvoyant le projet de loi au Sénat pour un nouveau bras de fer entre démocrates et républicains. C'est la deuxième fois que la chambre des représentants approuve une telle législation en deux ans, mais le projet de loi sur le statut d'État, qui est depuis longtemps un objectif pour la capitale du pays, est confronté à un vote difficile dans un Sénat divisé à parts égales entre les deux partis. Pour que la législation soit adoptée au Sénat, il faudrait mettre fin à l'obstruction parlementaire qui oblige

la plupart des lois à franchir un obstacle de 60 voix. Même dans ce cas, les 50 sénateurs démocrates ne sont pas tous favorables à la transformation de la capitale fédérale en État. Les démocrates de la Chambre ont décrit ce projet de loi comme une tentative de restaurer l'égalité de citoyenneté pour les résidents de la capitale et de rectifier une « injustice historique ». La Maison-Blanche avait officiellement déclaré mardi son soutien à la législation, affirmant qu'elle offrirait aux résidents du district une « représentation complète au Congrès, qui se fait attendre depuis longtemps ». ●

Les Juifs radicaux ébranlent Jérusalem

Le 23 avril, au lendemain d'une marche de militants juifs aussi racistes que violents, effectuée dans le centre de la ville sainte aux cris de « Mort aux Arabes », les limites ont été à nouveau tracées entre Jérusalem-Ouest (juive) et Jérusalem-Est (arabe). Une ambiance de guerre où les odeurs nauséabondes des résidus des canons à eau sale ont été utilisés par la police pour punir les Palestiniens en les dissuadant de pas faire leur grande prière qui requiert propreté et purification surtout pour le deuxième vendredi du ramadan.

Les Arabes évitent les rues commerçantes des quartiers juifs du centre-ville. Les jeunes ultra-orthodoxes du quartier Geoulah hésitent à traverser la route 60, qui suit la ligne d'armistice de 1949, la fameuse « ligne verte ». Au sud, la « forêt de la paix », éminemment mixte, est déserte. Ce n'est pas un mince exploit pour quelques centaines de radicaux, menés par Lehava (« flamme » en hébreu), une organisation née de la nébuleuse suprématiste juive inspirée par le rabbin Meir Kahane (1932-1990), qui fait campagne contre les mariages entre citoyens israéliens arabes et juifs. Il recrute notamment parmi les rebelles du monde ultra-orthodoxe, des déserteurs des écoles religieuses issus de familles séfarades. Dans cette violente nuit de jeudi, 105 Palestiniens

ont été blessés, selon le Croissant-Rouge, et 22 hospitalisés, la plupart touchés par des balles métalliques entourées de caoutchouc et de grenades assourdissantes tirées par la police, qui derniers s'efforçait de maintenir un no man's land entre la vieille ville arabe et ces militants juifs excités et très mobiles. Un automobiliste juif a également été légèrement blessé par de jeunes Palestiniens, ainsi qu'un policier par un jet de pierres. Au moins 50 personnes, arabes et juives, ont été retenues dans les postes de police de Jérusalem vendredi.

Lehava a marché pour « Restaurer la dignité juive », prenant prétexte de vidéos postées sur le réseau social TikTok cette semaine : gifles, jets de pierres et tasse de café versée par des Arabes sur des Juifs ultra-orthodoxes près de la porte de Damas, qui ouvre sur la Vieille Ville. De jeunes Palestiniens y défient la police depuis le début du ramadan, le 12 avril. Un enfer qui coïncide en plus avec la reprise du lancement de roquettes depuis Gaza sur les localités limitrophes habitées par des Juifs israéliens, l'approche des élections palestiniennes et les tractations incertaines du Premier ministre Netanyahu qui peine à former un gouvernement issu des dernières élections du 23 mars, les quatrièmes en moins de deux ans. ●

LE MIRACLE ALGÉRIEN



Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Rachid Wahbi
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Groupe Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

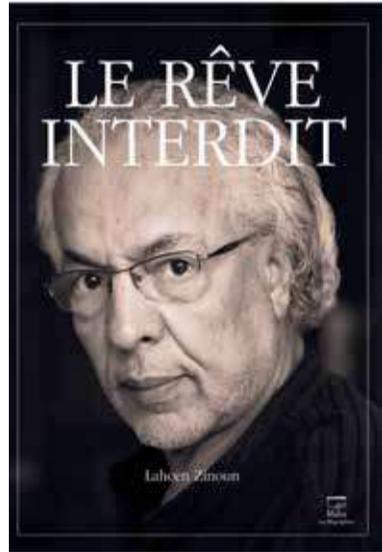
ISSN 2028-0416



Can'Art et CULTURE



Zinoun entre en danse avec le rêve interdit



L'autobiographie représente de nos jours un genre littéraire dominant. Lahcen Zinoun entre à son tour dans la danse en publiant son autobiographie. Dans cet ouvrage autobiographique de 390 pages, le célèbre danseur étoile, chorégraphe et metteur en scène, premier Marocain à avoir étudié la danse classique, revient sur son « parcours exceptionnel, marqué par une multitude d'épisodes lumineux, tragiques mais aussi terriblement sombres. » qui ont fait du personnage ce qu'il est devenu aujourd'hui : « un artiste pluridisciplinaire connu et reconnu qui ne cesse de se battre pour donner à l'art et à la formation artistique d'excellence une place si nécessaire dans notre pays. » Dans cette autobiographie parue aux éditions Maha, le lecteur découvre ou plutôt revisite l'ambiance des quartiers

populaires de Casablanca durant les dernières heures du Protectorat et les premières années de l'indépendance. Six chapitres composent ce livre : « Une enfance entre idylle et contrainte », « L'envol de l'étoile », « Le retour entre espérance et déception », « L'art absolument », « Le cinéma, espace de liberté » et « Revivifier les danses du Maroc ». L'auteur qui a présenté sa publication vendredi 16 avril à l'espace Papers Club à Casablanca y décrit « une vie, une expérience mais surtout une aventure : « j'écris sur mon passage au Conservatoire, puis l'intégration d'une compagnie professionnelle royale en Belgique et la troisième étape est mon retour au Maroc où je me suis heurté au public, car nous n'avons pas une culture de la danse classique. Par la suite, je me suis penché sur les danses du patrimoine qui étaient sclérosées ». Dans ce livre, « j'écris sur mon pas-

sage au conservatoire, puis l'intégration d'une compagnie professionnelle royale en Belgique et la troisième étape est mon retour au Maroc où je me suis heurté au public, car nous n'avons pas une culture de la danse classique, par la suite je me suis penché sur les danses du patrimoine qui étaient sclérosées », explique l'artiste. Pour l'artiste peintre Azeddine Hachimi Idrissi, critique d'art, Le rêve interdit « constitue une somme d'informations précieuses qui passe en revue tous les domaines auxquels l'artiste a touché, notamment le théâtre, l'art vidéo, la danse, et la peinture. » Pour la directrice éditoriale des éditions « Maha », Michelle Desmottes, le lancement de cette autobiographie reprend tout le parcours Zinoun qui regorge d'expériences, de sentiments, d'art et de connaissance qu'il partage avec tous. ●

Une expo sur la ville sainte de Al Qods

L''Agence Bayt Mal Al-Qods accueille, durant tout le printemps dans ses locaux à Rabat, une exposition artistique collective pour célébrer la ville d'Al-Qods Acharif. Intitulée « Un point dans le ciel », l'exposition présente les œuvres de quatre artistes marocains qui, à travers leurs travaux, expriment l'espoir pour un avenir prospère et le droit collectif à la joie, à la beauté, à la vie digne sur la terre de la ville sainte. Selon un communiqué de l'Agence Bayt Mal Al-Qods Acharif, ces œuvres artistiques sont inspirées par le néo-impressionnisme et se caractérisent par un jeu de lumière et l'emploi saisissant des couleurs, sur fond de formes abstraites. ●



Le 18e festival du FCAT revient avec une édition hybride

L'a 18ème édition du «Festival de Cine Africano de Tarifa Tánger» (FCAT revient avec une édition hybride, qui se tiendra du 28 mai au 6 juin. Le festival zoomera sur le regard que le cinéma espagnol commence à porter sur l'Afrique. Cette édition qui se déroulera du 28 mai au 6 juin à Tarifa sera marquée par deux nouveautés (workshop de post-production FCAT LAB et une extension à l'enclave de Ceuta) mais globalement garde sa philosophie d'origine. Selon la directrice et fondatrice du festival, Mane Cisneros, «la philosophie est celle de toujours : être à cheval entre deux pays, deux continents, des langues différentes et entre diverses traditions culturelles, de nouveau adaptés avec certitude à la réalité dans laquelle nous nous trouvons ». Pour Mane Cisneros (de l'Asociación de mujeres cineastas y de medios audiovisuales), «les profonds changements qui ont eu lieu dans les cinémas du continent africain ont mené ces cinématographies, dans le passé largement ignorées par les festivals internationaux de cinéma, à être



aujourd'hui l'objet d'ambition et de compétition entre grands festivals». L'édition 2021 du FCAT sera marquée par l'accent mis sur le Soudan et sa cinématographie, « très méconnue, mais qui a acquis un nouveau dynamisme ces derniers temps avec une présence dans les festivals internationaux. » La rencontre avec le Maroc reste très importante pour le FCAT, où les centres culturels espagnols de différentes villes du pays accueilleront cette année Espacio Escuela (rame pédagogique) du festival, étant donné que les limitations actuelles à cause de la pandémie ne permettent pas de développer plus d'activités durant cette édition. ●

La 12e édition du FIFDOK dédiée à feu Noureddine Saïl



L'es organisateurs du Festival international de film documentaire de Khouribga (FIFDOK), ont décidé de dédier la 12e édition à la mémoire de Noureddine Saïl, en reconnaissance à son parcours exceptionnel et à sa contribution remarquable à la scène cinématographique nationale. Par ailleurs, un communiqué de l'association du FIFDOK, dont l'édition 2021 est prévue du 22 au 25 décembre, porte à la connaissance des réalisateurs, producteurs et aux professionnels que les candidatures à la compétition officielle dédiée aux professionnels et à la compétition des films amateurs sont ouvertes jusqu'au 21 juin 2021. Le dossier de candidature, à soumettre par voie postale ou par courrier électronique, doit comprendre une photo ainsi que le résumé du CV du réalisateur en quatre lignes maximum en langue arabe ou en anglais, l'affiche et le synopsis du film en arabe ou en anglais, en trois lignes maximum, outre une lettre adressée au président de l'association du Festival l'autorisant à projeter le film en compétition officielle au cas où il aurait été sélectionné. Seuls les films produits entre 2019 et 2021 seront acceptés. ●

Deux nouveaux musées ouverts prochainement

Il s'agit du musée de la culture juive à Fès qui sera finalisé en mai 2022 et du musée de Leila Mezian Benjelloun à Casablanca dont l'ouverture est prévue en 2023. Selon Fouad Serrhini, directeur de l'Agence de développement et de réhabilitation (Ader-Fès), chargée de la maîtrise d'ouvrage du projet, « le musée de la culture juive de Fès sera fin prêt en mai 2022 ». D'un investissement de 11,81 millions de DH, cet édifice est actuellement en cours de construction. Pour Serge Berdugo « le musée de la culture juive de Fès, d'une haute portée symbolique né de la vision éclairée de SM le Roi, s'inscrit dans la conception de l'identité nationale unique et diverse gravée dans le préambule de la constitution de 2011 ». « Cette initiative royale dépasse l'univers muséal pour rendre justice à notre passé commun et met en relief la défense et la conservation du patrimoine matériel et immatériel de l'affluent hébraïque de l'identité nationale », estime le secrétaire général du Conseil des communautés israéliennes du Maroc. S'agissant du musée « Docteur Leila Mezian Ben-

jelloun », il sera élevé sur quatre étages et disposera, avec deux sous-sols, d'une surface totale de près de 4700 m². Conçu par l'un des plus éminents architectes japonais contemporains Kengo KUMA, auteur d'ouvrages célèbres et prestigieux, le Musée DLMB, qui mettra en lumière la richesse et la diversité de la culture marocaine, notamment la culture amazighe et citadine, grâce à une inestimable collection privée, devra accueillir des expositions temporaires et permanentes, notamment de bijoux, de broderies de différentes villes du Maroc, des caftans, des œuvres de peinture et de sculpture, de la céramique ainsi que des armes d'apparat. Le programme architectural, conçu selon les meilleurs standards internationaux en matière d'aménagement de musées, inclut un Auditorium et un restaurant panoramique surplombant le parc de la Ligue Arabe. Plusieurs véhicules multimédias, des films documentaires thématiques et des bornes interactives notamment, émailleront le parcours des visiteurs. ●



Et Batati ET BATATA



Bizarre



Tel travail, tel salaire

Un Italien de 67 ans a touché son salaire pendant 15 ans alors qu'il était absent de son poste. Et il n'est pas question de n'importe quel poste, puisque cet homme travaillait dans un hôpital public calabrais. Hôpital dans lequel il n'a pas mis les pieds depuis 15 ans rapporte le site BFMTV daté du 22 avril...
Mais, avec la complicité de certains cadres de l'établissement, il a continué à être payé jusqu'en 2020. Un montant total de 538.000 euros de salaires. L'homme est accusé d'abus de pouvoir, de faux et d'extorsion aggravée. Et cette affaire d'absentéisme est le symbole d'un fléau qui touche tout le secteur public en Italie... ●

Zaper le couvre-feu, nouveau job

Un sac au logo de Deliveroo, Glovo ou Uber Eats, à quelques dizaines d'euros, et c'est parti pour passer pour un vrai livreur qui a carte blanche pour se promener en vélo à Paris après 19 heures sans risquer de se faire prendre et payer une amende de 135 euros.
Une nouvelle tendance relate Le quotidien Progrès du 14 avril. Mais c'est sans compter avec la vigilance des services de la préfecture de police qui a pris des petits malins la main dans le sac et qui a fait savoir au journal que le phénomène est d'actualité mais sans préciser de chiffres précis.
Contactés par le quotidien, certains revendeurs de sacs isothermes aux logos de plateformes de livraison de type Deliveroo ou Uber Eats, reconnaissent que la demande existe bien. « J'ai des demandes en ce moment, mais c'est vrai que je ne sais pas comment les acheteurs s'en servent », indique au Progrès l'un d'eux.
Ils s'en servent pour transporter leurs chats. ●

Injustes noces

Désireux de tirer le meilleur parti des congés attribués aux jeunes mariés, un couple taïwanais a trouvé un moyen singulier d'allonger sa lune de miel en se mariant quatre fois en un peu plus d'un mois.
La direction générale du travail de Taipei a confirmé le 21 avril 2021 ces faits, soulignant que certains citoyens ne reculent devant rien pour tirer le meilleur profit de certains avantages rapporte le Quotidien Ouest-France.
Les entreprises taïwanaises sont légalement obligées d'offrir huit jours de congés payés aux jeunes époux.
Selon les autorités, l'an dernier, l'employé d'une banque a demandé 32 jours de congé en ayant recours à ce subterfuge. Sur une période de 37 jours, lui et sa femme se sont mariés quatre fois et divorcé trois fois, réclamant huit jours pour chacune de leurs noces. ●



Rigolard



*Un curé rencontre Toto et il lui demande :

- Tu fais quoi Toto ?
 - Je touille ! Je touille !
 - Tu touilles quoi ?
 - De la merde.
 - Pour faire quoi ? - Pour faire un curé.
 - Ho ! C'est malpoli Toto !
- Le curé va voir le maire et lui dit ce qu'il s'est passé. Et le maire va voir Toto. Il lui dit :
- Tu fais quoi Toto ?
 - Je touille ! Je touille !
 - Tu touilles quoi ?
 - De la merde.
 - Pour faire quoi ?
 - Pour faire un maire. Et le maire va voir un gendarme et il lui dit ce qu'il s'est passé. Le gendarme va voir Toto et lui dit :
 - Tu fais quoi Toto ?
 - Je touille ! Je touille !
 - Tu touilles quoi ?
 - De la merde.
 - Pour faire quoi ?
 - Pour faire le maire.
 - Ah ! Tu vois, tu n'as pas osé dire que c'était pour faire un gendarme !
 - C'est juste parce que je n'ai pas assez de merde !

*Un fermier demande à son voisin :

- Qu'est-ce que tu avais donné à ton cheval quand il était tombé malade le mois dernier ?
 - L'autre répond :
 - De la térébenthine.
- Une semaine plus tard le fermier dit à son voisin :
- J'ai fait comme toi, j'ai donné de la térébenthine à mon cheval, mais il est mort sur le coup !
 - L'autre répond :
 - Le mien aussi !

*Un fonctionnaire faite le ménage dans les

armoires de son bureau, trouve, caché sous une pile de cartons empoussiérés, ce qui ressemble fort à une lampe à huile en métal doré.
Trouvant l'objet à son goût, l'employé de l'État décide de le ramener chez lui pour l'exposer sur sa cheminée. Le soir, alors qu'il est en train d'astiquer la lampe, un nuage de fumée envahit la pièce et un génie apparaît :
-« Je suis le génie de la lampe », dit l'être extraordinaire, « et je peux t'accorder trois vœux. »
Étonné et ravi, le fonctionnaire demande tout de suite :
-« Je voudrais être beau et musclé comme un top model masculin ». Et aussitôt, le génie le transforme en bel Adonis. Le fonctionnaire demande ensuite :
-« Je veux être envoyé dans une île polynésienne uniquement peuplée d'indigènes nymphomanes. »
Et d'un seul coup, le fonctionnaire atterrit sur une plage de sable blanc, au beau milieu d'un lagon, encerclé par des jeunes femmes qui jettent sur lui des yeux remplis de désir. Au génie qui l'a accompagné, le fonctionnaire prononce alors son troisième souhait :
-« Je voudrais ne plus jamais avoir à travailler. »
Et POUF ! Le fonctionnaire se retrouve assis à son bureau.

*Dans un avion, un passager belge fume.

L'hôtesse lui fait remarquer aimablement :
- Monsieur, c'est la zone non fumeur, veuillez éteindre votre cigarette, s'il vous plaît. Le passager éteint sa cigarette. Une demi-heure après, il appelle l'hôtesse :
- Dites, mademoiselle, sommes-nous sortis de la zone non fumeur, une fois ?

CHERCHONS LOCATAIRES

Immeuble à usage de bureaux sous forme de 6 plateaux d'une superficie de 2500 m2 plus un parking de 2000 m2 pour 100 voitures

Adresse :

Sidi Maârouf lotissement
Attawfik le Zenith
Technoparc Casa Nearshore

Contact :

06 61 17 74 44



LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni
Contactez-nous au 0661177444





Et Batati ET BATATA



Mot Fléchés

Excroissances	Qui publient	Terme de tennis	Gai	Charge
Prophétie	Choisis	Fleur jaune	Déménageais	Paresseux
Plantation			Baie	
Inflammation			Paresseux	
Élimé		Préfixe		Conjonction de coordination
Fleuve de Russie		Grain de beauté		
	Liés		Sorte de cale	
	Réductions de volume		Voie	
Vagabonda			Disposé	
Aimeront			Ile	
				Délice
Champion		Animal		Lanthanide
Indéfini		Fortuné		Pronom personnel
	Article contracté		Enfourme du combustible	
	Animal		Infusion	
Matière translucide				Adjectif possessif
Parties des poules			Monta	
Unités de volume				Métal mou

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									

- Horizontalement :
- 1 : Cascade
 - 2 : Dangereuse - Adverbe
 - 3 : Métal mou - Désire
 - 4 : Appareil de mesure
 - 5 : Rendre vivant - Lanthanide
 - 6 : Métal précieux - Pronom personnel
 - 7 : Composant électronique - Crie
 - 8 : Vérité
 - 9 : Croix
 - 10 : Support - Pays
 - 11 : Manifestation violente - Chemin des écoliers
 - 12 : Ville de Lybie - Indemnités
- Verticalement :
- 1 : Protestants
 - 2 : Courage - Commune française
 - 3 : Actinide - Mesure chinoise - Faire le malin
 - 4 : Tumeur bénigne - En matière de - Note
 - 5 : Abréviation temporelle - Pronom personnel - N'est pas la brillance
 - 6 : Commune française - Déchiffrer
 - 7 : Conjonction de coordination - Prénom
 - 8 : La dernière est fatale - Etendues d'eau
 - 9 : Ensevelies - Divinité

Mots Mêlés

E	S	E	R	T	N	O	C	N	E	R	L	C
U	L	S	S	R	U	E	U	O	J	A	R	S
E	H	A	N	O	L	L	A	B	I	O	C	T
J	R	C	N	E	T	E	T	D	A	N	O	U
E	E	A	T	I	L	U	N	T	S	E	U	B
E	U	M	I	A	F	O	I	S	U	I	P	L
I	Q	P	R	U	M	E	I	E	E	D	E	L
F	I	N	I	A	R	R	E	T	L	R	R	A
I	G	N	O	T	R	A	C	C	B	A	T	B
L	L	T	E	L	F	F	I	S	N	G	I	T
A	E	R	R	E	T	E	L	G	N	A	B	O
U	B	T	N	A	C	A	L	P	M	E	R	O
Q	S	R	E	T	R	O	P	P	U	S	A	F

ANGLETERRE BALLON BUTS
 REMPLACANT CARTON CAMP
 RENCONTRES FINALE TETE
 SUPPORTERS FRANCE JEU
 QUALIFIEE BLEUS NUL
 BELGIQUE COUPE TIR
 FOOTBALL MATCH
 ARBITRE
 CROATIE
 GARDIEN
 JOUEURS
 MONDIAL
 SIFFLET
 TERRAIN

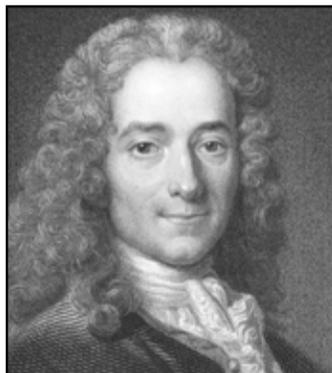


Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

	2			1		6		
	8				2			7
		6	9		7			
5	7	9	2					
		8	7	9	3	5		
					8	7	9	4
			6	5	1			
2		8						4
		5		3				2

A méditer



« Bien des erreurs sont nées d'une vérité dont on abuse. »

Voltaire, Essai sur les mœurs.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

6	7	3	1	4	5	8	9	2
8	5	9	2	7	3	6	1	4
4	1	2	8	9	6	5	3	7
5	6	1	4	3	2	9	7	8
2	4	8	9	1	7	3	5	6
9	3	7	6	5	8	2	4	1
1	2	4	3	6	9	7	8	5
3	8	5	7	2	4	1	6	9
7	9	6	5	8	1	4	2	3

Mots Mêlés

La solution est : ARMISTICE.

Mots fléchés

	A		G		U		A	
Ô	F	Ê	N	S	I	V	Ê	S
	F	I	N	I	E	S		M
S	A	B	A		P		S	P
	B	R		A	T	H	E	E
Ô	U	E	T	A	I	E	N	T
	L	U	I		S		R	E
Ç	A	S	S	E	E		R	A
	T	E	S	T	E	R	A	I
P	I		A	H		O	S	S
	O	N	G	U	E	N	T	
Û	N	I	E	S		D	A	T
	S	A		E	T	E		A

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	A	B	O	I	E	M	E	N	T
2	R	A	B	B	I	S	A	I	
3	B	I	L	E	R	A	P	T	E
4	A	L	I	E	R	A	P	U	R
5	L	U	T	E	V	A	R	S	
6	E	T	E	R	E	M	O	R	I
7	T	R	E	A	L	I	S	A	
8	R	E	E	L	E	S	T	E	
9	I	R	A	P	T	E	S	T	E
10	E	L	A	N	C	A	S	E	
11	R	A	I	S		N	O	T	E
12	S	I	S		E	T	U	I	S



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca ● Tél : 05 22 82 90 21 ● Fax : 05 22 82 89 33 ● www.chicoptique.ma